LÉGISLATION PROVINCIALE.

(ch. 3), une taxe de 1 mill dans la piastre peut être perçue sur toutes les propriétés imposables. Elle sera imposée et perçue avec les taxes de municipalité et de comté, et les conseils peuvent en exempter les personnes en service actif et celles qui en dépendent. Le chapitre 4 autorise un emprunt provincial de \$4,000,000.

Manitoba.—La loi de l'Industrie Laitière (ch. 14) réglemente la formation des associations pour la fabrication du fromage, du beurre, etc., la propreté et le fonctionnement des crèmeries et la vente des produits laitiers. En vertu du chapitre 10, une loi pour permettre aux municipalités d'emprunter certaines sommes d'argent, une municipalité rurale peut emprunter, jusqu'à \$30,000 pour fournir des grains et des pommes de terre de semence aux cultivateurs, mais pas plus de \$450 à un particulier, et en vertu de la loi des grains pour les districts non organisés (ch. 72), le Ministre de l'Agriculture peut employer \$100,000 à même le fonds consolidé pour distribuer des grains de semences dans les districts non organisés.

Saskatchewan.—Le système judiciaire est remodelé par la loi de la Cour d'Appel (ch. 9), et la loi du Banc du Roi (ch. 10). La cour suprême de la Saskatchewan est abolie et la cour du Banc du Roi a toute juridiction, à l'exception des appels à la cour Suprême. La cour d'Appel se compose du juge en chef et de trois autres juges qui sont aussi juges du Banc du Roi. Elle siège à Régina et possède tous les pouvoirs conférés autrefois à la cour Suprême en séance comme cour d'appel de toutes les autres cours de la province. La loi des instruments aratoires (ch. 28) réglemente la vente de ces instruments. Les vendeurs doivent déposer au Ministère de l'Agriculture la description et les prix des instruments qu'ils offrent en vente et les formules de contrats pour les ventes, sont spécifiées dans la loi. La loi municipale de la province est codifiée et modifiée aux chapitres 16 à 21 inclusive-ment. En vertu de la loi concernant les terres (ch. 29), on ne peut vendre ou hypothéquer valablement une terre sans la signature de l'épouse du propriétaire, s'il est marié, et l'épouse peut déposer un caveat pour protéger ses droits sur la terre. La loi des licences de liqueurs (ch. 39), défend la vente des liqueurs partout, excepté aux magasins établis par la loi. Ils sont sous la gérance générale d'un commissaire nommé spécialement, et personne ne peut y être employé qui a servi dans le commerce des liqueurs cinq ans auparavant. Un acheteur ne peut acheter qu'une certaine quantité de liqueurs; les ventes sont au comptant et seulement dans des paquets scelés. Il est défendu de boire des liqueurs dans les magasins, les places publiques, sur les trains et nulle part ailleurs que dans une demeure. Le commissaire peut permettre aux médecins et aux pharmaciens de vendre des liqueurs pour fins médicales. Il n'est pas défendu de fabriquer des boissons. En 1919, un référendum provincial décidera si ce système établi par la loi doit se prolonger. La loi des hoteleries (ch. 40), autorise les municipalités à nommer des commissions pour étudier les questions d'accommodation du public, de permettre les licences d'hôtels, et de remettre les taxes d'hôtels. En attendant le référendum sur la loi des liqueurs, les conseils municipaux peuvent louer des maisons pour l'accommodation du public; après le référendum ils pourront les acheter. Il est défendu